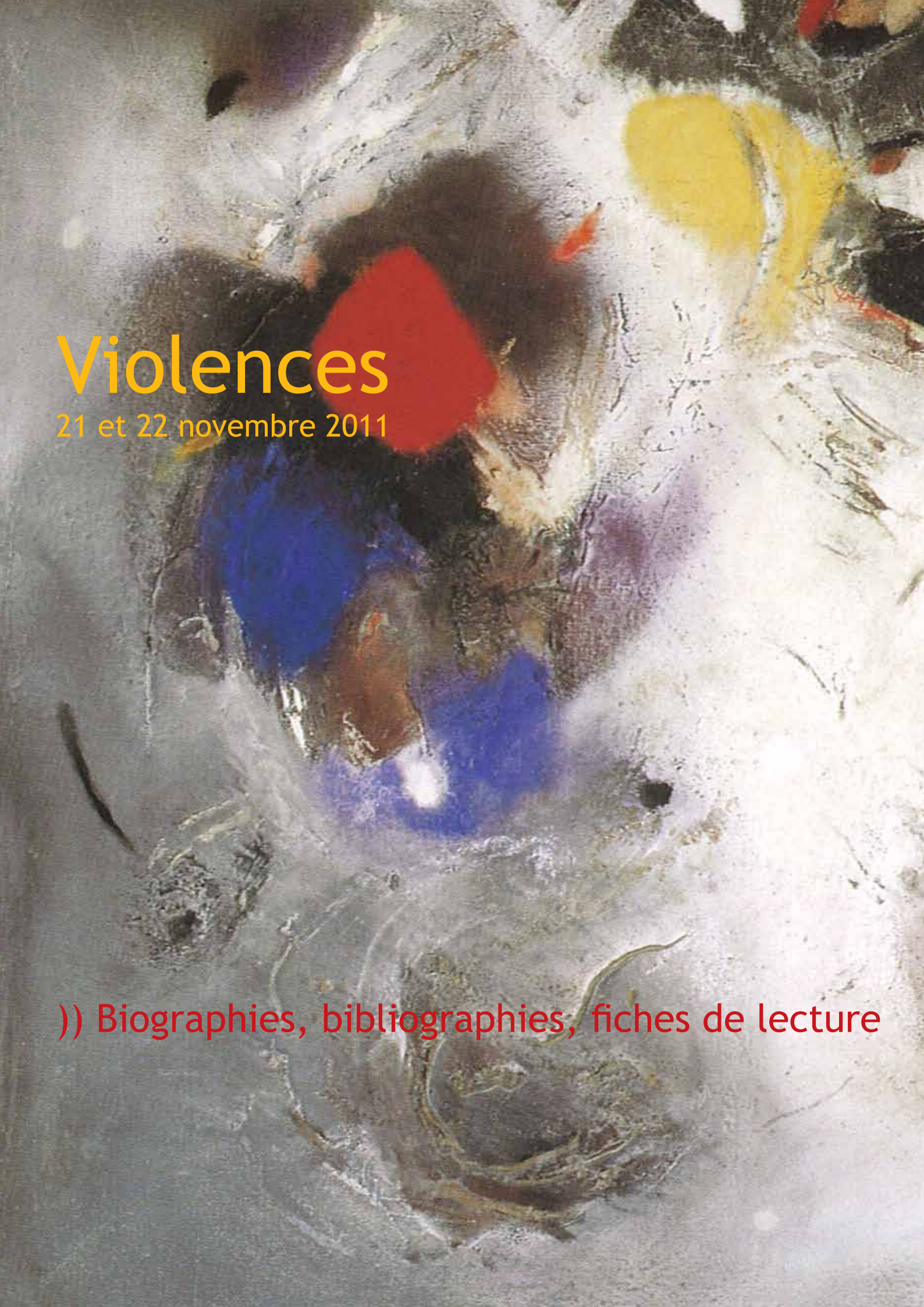


An abstract painting with a textured, layered appearance. A large, vibrant red shape is positioned in the upper left quadrant. Below it, a blue shape is visible. To the right, there are yellow and white areas. The background is a mix of grey, black, and white, with various brushstrokes and textures. The overall composition is dynamic and expressive.

Violences

21 et 22 novembre 2011

)) Biographies, bibliographies, fiches de lecture

Cliquez sur le nom d'un intervenant pour accéder à sa biographie, sa bibliographie et sa fiche de lecture.

)) Olivier Douville

)) Cécile Lavergne

)) Eirick Prairat

)) Alice Cherki

)) Alain Bentolila

)) Serge Tisseron

)) Serge Portelli

)) Joseph Rouzel

)) Arlette Pellé

)) Daniel Derivois

)) Benjamin Moignard

)) Jean-Marie Forget

Olivier Douville

Né en 1953, psychologue, psychanalyste, praticien à Espace Analytique, membre de l'Association Française des Anthropologues et de l'Association Rencontres Anthropologie, Psychanalyse et recherches sur le processus de Socialisation (ARAPS).

Olivier Douville est membre du Centre de Recherche Psychanalyse, Médecine et Société de l'Université Paris 7.

Bibliographie

Chronologie de la psychanalyse du temps de Freud (1856-1939), Editions Dunod, 2009.

10 entretiens en psychologie clinique de l'adulte (sous la direction de Olivier Douville et Benjamin Jacobi), Editions Dunod, 2008.

De l'adolescence errante. Variations sur les non-lieux de nos modernités. Editions Pleins Feux, 2007. Prix Oedipe 2008.

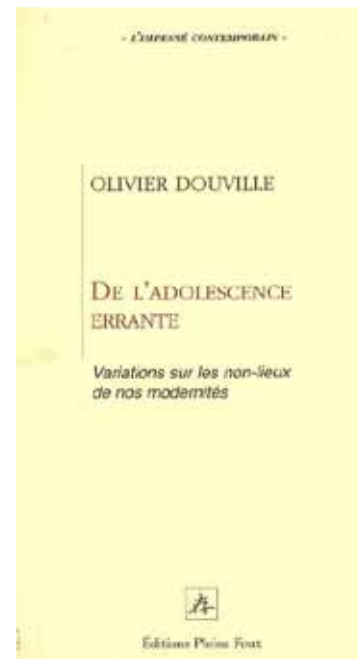
Fiche de lecture

De l'adolescence errante

Editions Pleins Feux, 2007, prix Œdipe 2008

“L’errance atteste d’un désordre de l’orientation des corps dans les espaces publics (...), sa réalité actuelle nous fait rencontrer de jeunes sujets redoutant plus que tout de se trouver assignés, fixés par l’autre, et retenus ainsi dans une demeure”, commence Olivier Douville. Selon lui, l’errance perdure “lorsqu’il n’est plus supposé le moindre lieu pouvant accueillir les sujets et les mettre à l’épreuve de rencontre décisives” ; cette “errance ne serait pas à définir comme le mouvement d’un voyageur, mais plutôt comme la trace de quelqu’un se déplaçant d’un point fixe sans parvenir à relier les différentes étapes par lesquelles il est passé.” Elle est “révélatrice de l’état de mélancolisation actuel affectant le lien social” et survient le plus souvent dans des territoires urbains indistincts, “des barres d’habitation qui ne font pas quartier, des quartiers qui ne font pas ville”. L’auteur voit d’autres raisons à ce malaise, notamment une responsabilité du politique, celui-ci ne jouant plus son rôle de tiers et conduisant au “brouillage des lieux, des espaces et des générations.” Il y a aussi, ajoute Olivier Douville, “la perte de l’Histoire” et des transmissions qui en résultent. L’Histoire s’en trouve comme dilapidée, c’est un “trait symptomatique de la façon dont la modernité écrit le passé”, avec comme effet, ajoute Olivier Douville, de renvoyer l’adolescent à une dérive du langage, corollaire à l’errance. La “construction mytho historique que produit l’adolescent afin de s’orienter dans son existence” s’en trouve durablement touchée, les transmissions intergénérationnelles aussi. La dissolution des traces se traduit, affirme l’auteur, par “un renouvellement inouï des fictions d’origine, lesquelles ne peuvent plus être étayées par des romans familiaux, sociaux, des fictions de groupe, de grands romans.” La violence fait dès lors substitution, parfois de manière spectaculaire comme les voitures, les bus incendiés. “Cette violence, dit Olivier Douville, (tout en précisant qu’il s’agit d’une hypothèse) ne pourrions-nous pas supposer qu’elle vise non le corps (...), mais sa gourmandise d’espace et de franchissement”.

L’errance constituerait alors, et paradoxalement, un refuge : selon l’auteur, l’effacement des





traces conduit tout droit “ en des lieux que spécifie l’absence de toute ambiance et de toute mise en rapport à l’affectif (...), des topos où la corpo réification des altérités est réduite à une série d’événements minimaux, interchangeables, monotones”. Des lieux où ne se posent ni question, ni demande.” C’est aussi, ajoute Olivier Douville, un moyen d’échapper à l’Autre, cet Autre qui conduirait à “un état de psyché” assimilable à un vécu autistique.

L’errance s’accompagne le plus souvent d’abandon à des leurres toxiques, tels que la consommation - encouragée par le libéralisme -, la survalorisation de l’objet d’amour - dans une redite de l’amour courtois - ou bien encore, plus spectaculaire, de manifestation sur le corps - scarification, anorexie, mutilation. Olivier Douville se montre d’ailleurs assez critique à l’encontre des bienveillances contemporaines qui entourent les pratiques de piercing et de tatouage. Il refuse d’y voir un rite de passage, lointain héritage ethnologique. Le rite de passage fait précisément passer dans une pratique collective d’appartenance, à l’inverse des phénomènes observés chez les adolescents et qui se fondent sur des représentation “absolues” (...) d’une auto fondation excitante et tétanisante.

Olivier Douville oppose aux dérives de l’errance, le havre d’une institution comme “un cadre permettant des mises en représentation et en symbolisation, comme un lieu, ajoute-t-il, parfois nécessaire entre l’individu et le social, et non comme un lieu prescripteur d’identités closes et de traitements expéditifs.” Le clinicien ne prétend pas en ces circonstances, dit-il, conduire la fameuse “cure psy standard”, mais bel et bien une écoute “psychanalytique”.



Cécile Lavergne

Née en 1982, élève à l'Ecole Normale Supérieure, agrégée de philosophie, titulaire d'un master de sociologie, Cécile Lavergne est membre du comité de rédaction de la revue *Tracés*, allocataire de recherche et monitrice au département de philosophie de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Cette année, elle est financée par le prix jeune chercheur de la Fondation des Treilles.

Bibliographie

La violence comme praxis révolutionnaire chez Frantz Fanon : la fabrique subjective d'un homme nouveau ?, *in* *Violences : anthropologie, politique, philosophie*, EuroPhilosophie, 2010.

Introduction. Problèmes publics, évaluation et militantisme, *in* *Tracés*, Hors série 2009.

Les pragmatiques à l'épreuve du pragmatisme. Esquisse d'un air de famille (avec Yaël Kreplak), *in* *Tracés* n° 15, 2008.

Pragmatismes : vers une politique de l'action située (avec Thomas Mondémé), *in* *Tracés* n° 15, 2008.

Eirick Prairat

Après avoir enseigné la philosophie puis les sciences de l'éducation à l'IUFM de Lorraine, il est à présent professeur de sciences de l'éducation à l'Université Nancy 2.

Ses travaux philosophiques et historiques portent sur la question de la sanction, des normes et plus largement sur les enjeux éthiques du travail enseignant.

Bibliographie

L'autorité éducative : déclin, érosion ou métamorphose, Presses universitaires de Nancy, 2011.

La sanction en éducation, Editions puf "Que sais-je?", 2011.

Questions de discipline à l'école et ailleurs, Editions érès, 2010 (1ère édition 2005).

De la déontologie enseignante, Editions puf "Quadrige", 2009.

La médiation, problématiques, figures et usages, Presses Universitaires de Nancy, 2007.

De la déontologie enseignante, Editions puf "Hors Collection", 2005.

Sanction et socialisation, Editions puf "Pédagogie théorique et critique", 2002.

Penser la sanction, les grands textes, Editions L'Harmattan, 1999.

La sanction. Petites méditations à l'usage des éducateurs, Editions L'Harmattan, 1997.

Eduquer et punir. Généalogie du discours psychologique, Presses Universitaires de Nancy, 1994.

Fiche de lecture

La sanction en éducation

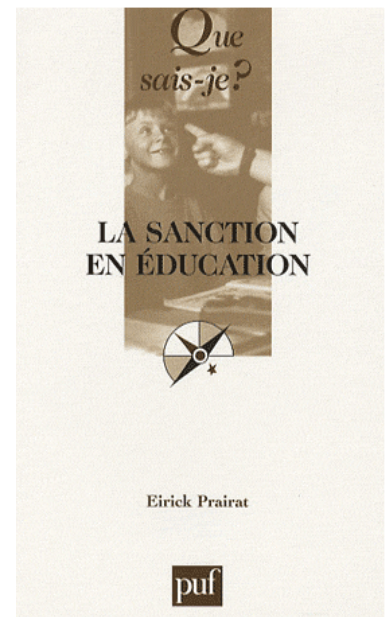
Editions puf, 2011

Eirick Prairat fait remonter la notion moderne de sanction au Gorgias de Platon, livre dans lequel le philosophe oppose aux sophistes et aux rhétoriciens la recherche du bien et de la vérité. Socrate y affirme qu'il vaut mieux subir l'injustice que la commettre et que la punition est préférable à l'impunité, car elle libère l'âme de la méchanceté.

Après ce préambule philosophique, Erick Prairat se lance dans un aperçu juridique de la violence domestique. Aux "lumières" grecques succède la dureté romaine, civilisation où le pater familias a droit de vie ou de mort sur son épouse et ses enfants. Il faut attendre l'avènement du christianisme pour assister à l'abrogation de ces prérogatives : non seulement le père se voit interdire l'infanticide, mais il peut être de surcroît déchu de l'autorité paternelle s'il abandonne ses enfants, les livre à la prostitution ou l'inceste.

Les châtiments corporels perdurent au Moyen-Âge et à la Renaissance. Seules quelques voix tentent d'en modérer l'usage. Jean Gerson, à la tête de l'université de Paris, conseille de substituer à la "contrainte et à la coercition la vigilance et l'exemplarité". Un peu plus tard Érasme dénonce les châtiments dont l'abus dissipe les "vertus curatives" et les transforme en "un aliment insipide et peu tonique".

À l'heure de la Renaissance une vision humaniste vient corriger le principe chrétien qui voit dans l'enfant un petit être marqué du péché originel et qu'il convient d'amener coûte que coûte à la culture. Au XVI^{ème} siècle l'enfant commence à être considéré comme une promesse riche d'une humanité à venir. L'idée de l'enfant sujet assorti de droits fait son chemin. Avec des





retours en arrière...En 1804 le code Napoléon réintroduit les châtiments corporels infligés par le père, une pratique auparavant interdite à la Révolution.

A l'examen des châtiments exercés au sein de la famille, Eirick Prairat s'intéresse également à l'école. L'institution gagne en importance lors de la Renaissance du fait des préoccupations sociales qui s'emparent des populations de plus en plus inquiètes face à une jeunesse "turbulente livrée à elle-même". L'école fait alors office d'espace de socialisation. La Réforme protestante et l'apparition des ordres catholiques portés vers l'enseignement (Jésuites, Oratoriens) participent d'un climat d'émulation favorable à l'enseignement. De nouvelles universités ouvrent leurs portes au XVIème siècle, catholiques à Reims, Dôle, Douai, Pont-à-Mousson, réformées à Montauban, Montpellier, Sedan ou Saumur. L'école est alors brutale et le restera des siècles durant : fouet, fêrule, martinet, arrêt, expulsion, fondent la "pratique pédagogique". Reste que les châtiments corporels s'espacent, les coups se raréfient. Plusieurs facteurs l'expliquent ; primo l'essor du courant mutualiste qui voit la célébration de l'autodiscipline et des jurys mixtes adultes/élèves. Ses instigateurs estiment qu'il s'agit d'un bon moyen pour propager les vertus de la responsabilité chez les jeunes français. Secundo, le courant hygiéniste prône la modération et l'abandon progressif des violences physiques et psychologiques. La IIIème république dont l'apogée réformatrice en matière d'enseignement culminera en 1905 avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat, reprendra à son compte ces avancées au sein des écoles publiques.

Enfin les pédagogies nouvelles défendues par des personnalités telles que Maria Montessori, Célestin et Elise Freinet ou Roger Cousinet, favorisent un adoucissement des mœurs disciplinaires. L'étude, selon eux, ne doit plus seulement rimer avec contrainte et ascèse, mais aussi enrichissement, stimulation, épanouissement. Ce mouvement atteindra son paroxysme à travers les expériences libertaires de Summerhill en Angleterre et des maîtres camarades à Hambourg. Si l'établissement anglais perdure, l'expérience allemande sombre dans les convulsions de l'éphémère République de Weimar.

En France, Mai 68 bouleverse la vulgate disciplinaire ; "A bas la discipline, vive le discours de substitution." Pourtant Eirick Prairat l'affirme, "le discours libéral, au mauvais sens du terme, n'a pas signifié la fin des pratiques punitives (...) jamais l'écart entre discours et pratique n'a été aussi fort." 1990 sonne la fin de la récréation, les vieilles antiennes "autorité, loi, sanction" resurgissent, "c'est moins un retour au statu quo ante, note l'auteur, qu'un moment de redécouverte puisqu'il s'agit de revitaliser l'autorité mais en l'expurgeant de toute trace d'autoritarisme, de repenser la sanction mais en la purifiant de son intention expiatoire (...)." La montée des actes d'indisciplines et de violence réactive les réflexions sur la sanction.

Une sanction pour être éducative doit, selon l'auteur, poursuivre trois objectifs : une fin éthique, car, contrairement aux préceptes généralement admis d'une sanction nécessaire à la seule protection de la société, la sanction est avant tout indispensable à l'enfant pour en faire un sujet responsable. Avant la défense de la société, c'est l'émancipation du sujet qui est primordiale ! Le deuxième objectif, politique, réaffirme la prééminence de la loi garante du "vivre avec (autrui)" et du "vivre devant (la loi)". Pour terminer, l'objectif social vise à domestiquer les pulsions, à "réorienter un comportement » et permettre au sujet de "renouer le lien social".

Eirick Prairat s'intéresse ensuite aux principes qui régissent la sanction ; principe de signification qui doit, insiste l'auteur, exclure le principe de la punition collective, car il incrimine des innocents et détruit l'autorité de l'éducateur qui à travers son utilisation démontre son impuissance à pratiquer la justice. Le principe d'objectivation garantit que la sanction vise un acte, non son auteur, une manière d'éviter les procès d'intention et les étiquetages abusifs. Ensuite le principe de privation d'un exercice de droit n'a de sens, rappelle l'auteur, que si l'institution encadrante prend bien soin de définir de manière lisible les droits et les devoirs en vigueur en son sein. Enfin le principe de socialisation rappelle la nécessité d'un geste d'apaisement ou d'excuse de la part de l'auteur de la faute à l'attention de la victime ou du groupe.

Alice Cherki

Psychiatre et psychanalyste, née à Alger en 1936, Alice Cherki fut interne en psychiatrie à l'hôpital de Blida en 1955 avant de prendre part à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Expulsée vers la métropole en 1957, elle rallie l'année d'après la Tunisie, la RDA puis en 1962 l'Algérie devenue indépendante. Trois ans plus tard elle rentre en France.

Bibliographie

La frontière invisible, violences de l'immigration, Editions des crépuscules, 2006. Prix Oedipe 2006.

Frantz Fanon, portrait, Editions du Seuil, 2000.

Les Juifs d'Algérie, Editions du Scribe, 1987.

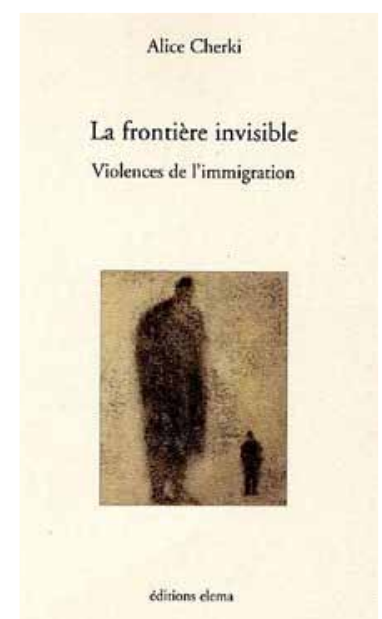
Retour à Lacan ?, Editions Fayard, 1981.

Fiche de lecture

La frontière invisible. Violences de l'immigration

Editions des crépuscules, 2008, Prix Œdipe 2006

Dans *La frontière invisible. Violences de l'immigration*, Alice Cherki évoque les blessures des déracinements et leurs avatars chez les fils et filles des descendants de migrants. L'auteur pointe du doigt les difficultés éprouvées par les familles immigrées à leur arrivée en France quand les parents, peu instruits, assistent impuissants, à l'échec scolaire de leurs enfants. Alice Cherki y voit une impossibilité de résolution d'un conflit de type œdipien : elle estime que le garçon, inconsciemment, s'interdit de faire mieux que le père et de le dépasser, ce qui pourrait le valoriser aux yeux de la mère et l'exposer à l'exclusion. Ce conflit en souffrance entraîne des troubles du comportement et des violences chez beaucoup de garçons issus de ces familles, même si le problème ne concerne pas seulement les populations immigrées. Toutefois il est particulièrement prégnant au sein de celles-ci du fait de l'impossibilité pour l'enfant d'accéder à une identification au cours de l'apprentissage du français. Instituteurs ou éducateur peuvent y remédier, à la condition que leur autorité et leur enseignement soient investis par les parents, que les membres de la famille assument une "séparation anticipée et une brisure de la relation œdipienne". L'enfant peut alors trouver une image identificatoire indispensable à la création d'un espace de médiation où la langue des affects (la langue des parents non transmise à l'enfant) laissera la place à la langue de l'apprentissage, la langue de la connaissance : "si la langue française est la langue unique d'apprentissage du langage, ils (ces enfants) ont été portés, nourris, bercés dans une autre langue, celle-là même d'affects et de pulsions, langue sans mots construits pour eux (...)". C'est dire l'importance du lien de délégation qui doit s'instaurer entre parents d'une part et éducateurs ou instituteurs d'autre part. C'est primordial, notamment pour l'acquisition de la mémoire, un processus en péril si l'enfant ne surmonte pas le décalage entre la langue des parents qu'il reçoit bébé et qu'il ne parle pas, et l'enseignement du français qu'il reçoit plus tard. Il y a alors risque "d'échec de traduction" : cela survient "quand les images sonores





perceptives n'ont pu, dans l'ensemble de la langue tenue à leur disposition, trouver d'inscription possible". Ces images passent alors "sous formes de décharges motrices", autrement dit elles deviennent troubles du comportement.

"Car pour se souvenir il faut oublier", nous dit Alice Cherki, et le sujet devenir ainsi "auteur, acteur, dans sa limite, dans sa différence générationnelle, sexuée (et mortelle)." Toutefois la mémoire de l'oubli se heurte bien souvent à la "mémoire commémoration" celle qui découle des images figées, des images effigies", nées de la pétrification historique dans laquelle s'est figée l'appréhension du devenir après colonial : un après colonial anti-démocratique dans lequel le surgissement d'une autre histoire a été empêché et une identité positive et homogène imposée, rendant impossible le surgissement d'un tiers émancipateur. Cette implacable assignation d'une histoire confisquée rejaillit dans les têtes des immigrés et de leurs descendants dont, de surcroît, le pays d'accueil, au moment de se pencher sur son ancienne colonie, se plait aux raccourcis humanitaires et simplificateurs. Difficile alors pour l'immigré et ses fils et filles de s'immiscer dans le pays de l'ailleurs. Alice Cherki les appelle les enfants de l'actuel, marqués de l'empêchement à la représentation psychique, par opposition aux analysants freudiens (enfants du sexuel) et lacaniens (enfants du langage).

Un demi-siècle après la décolonisation, que propose la démocratie soft ? "L'individu mis en place d'objet, avec assistance maternelle, dont le désir est réduit au besoin" et à qui l'on promet un droit à "toutes les sauces", "droit à l'immortalité, droit à l'enfant, le tout pouvoir, le tout avoir sans manque et sans limite (...) tout devient produit consommable lié à la marchandise et à la productivité", répond Alice Cherki. Un mirage qui fait peu de cas des réalités des cités, théâtre des échecs scolaires, où les enfants issus de l'immigration sont rattrapés par ce qui s'est joué à travers la violence du fait colonial, qui ramène à la violence faite au sujet.

Reste l'errance des êtres, ni déracinement, ni nomadisme, mais signe témoin d'une impossibilité de se représenter. L'errance dans sa forme culminante conduit à la toxicomanie, à la violence, aux états limites. Du silence de l'énonciation, découle l'impossible déplacement. Alice Cherki rapporte les témoignages des agents de missions locales, stupéfaits de la terreur qu'inspire aux jeunes des quartiers l'éventualité d'un trajet de 20km en train. Pour l'auteur, la construction psychique passe par la séparation d'avec l'origine, la construction de montages symboliques et l'établissement de liens paradoxaux entre mémoires consciente et inconsciente. Ne pas faire cette césure suscite l'irruption violente à la surface consciente de ce qui n'a pu accéder à la représentation.

Il y a le risque de l'errance, il y aussi celui de la dérive : dérivants et déambulants "viennent s'accrocher à une origine paradoxalement anhistorique et atemporelle", une identité fantasmée qui fait des immigrés des exilés de leur propre exil, leurs descendants des "jetés par terre, habités et non pas héritiers".

Alain Bentolila

Alain Bentolila est professeur de linguistique à l'université de Paris 5-Sorbonne. Il a fondé en 1991 le réseau des Observatoires de la lecture qui rassemble aujourd'hui plus de 800 écoles en France et à l'étranger. Il a dirigé ou collaboré à deux missions nationales de lutte contre l'illettrisme.

Bibliographie

Parle à ceux que tu n'aimes pas. Le défi de Babel, Editions Odile Jacob, 2010.
Quelle école maternelle pour nos enfants ?, Editions Odile Jacob, 2009.
Urgence école : le droit d'apprendre, le devoir de transmettre, Editions Odile Jacob, 2007.
Prix de la forêt des livres
Le Verbe contre la barbarie, Editions Odile Jacob, 2007. Prix Essai France Télévision.
Tout sur l'école, Editions Odile Jacob, 2004.
Le propre de l'homme : parler, lire et écrire, Editions Plon, 2000.
De l'illettrisme en général et de l'école en particulier, Editions Plon, 1996. Grand prix de l'Académie Française.
La grammaire pour tous, Bescherelle 3, Editions Hatier, 1984.

Fiche de lecture

Le verbe contre la barbarie. Apprendre à nos enfants à vivre ensemble

Editions Odile Jacob, 2007. Prix Essai France Télévision

“A nos enfants, nous devons apprendre que la langue n'est pas faite pour parler seulement à ceux que l'on aime, mais qu'elle est faite surtout pour parler à ceux que l'on n'aime pas”. C'est la conviction de l'auteur qui au début de son ouvrage retrace à grands traits l'apprentissage du langage chez le nouveau né, “apprentissage en marche bien avant que ne soient émis les premiers mots”.

Tout commence par des “gestes, des mimiques”, qui traduisent successivement un état intérieur, la réponse à des sollicitations extérieures et enfin une véritable volonté de communication. L'enfant regarde le monde par l'entremise des yeux de sa mère qui lui désigne les êtres ou les choses qui méritent d'être soulignés, appelés, ou nommés. L'enfant s'empare à son tour des objets, leur adjoint des sons, des noms. Mais “construire le sens des mots, rappellent Alain Bentolila, ne consiste pas à affecter un bruit (...) à un petit morceau de monde, c'est au contraire faire prendre aux mots suffisamment de recul pour que s'estompe le contour des objets concrets et que s'ouvre l'univers des idéalités sémantiques.”

Bien des enfants, même en bonne santé, ne parviennent pas à ce stade du parler “hors la vue de l'objet”. Leur univers sémantique ne s'agrandit pas, le silence l'envahit, leur discours se limite au constat, à la désignation et à la demande. La lecture relève alors de l'obstacle quasi infranchissable, car, martèle Alain Bentolila, “la qualité de l'apprentissage de la langue dépend de celle de la médiation des adultes aux côtés de l'enfant.” L'auteur, au moment d'évoquer les éventuelles responsabilités familiales dans cette faillite, parle des “enfants mal entendus parce que peu écoutés” dont les proches “n'ont pas su ou pu les accompagner à la conquête

ALAIN BENTOLILA
**LE VERBE CONTRE
LA BARBARIE**

*Apprendre à nos enfants
à vivre ensemble*





du verbe.”

C'est donc à l'école maternelle d'offrir une bouée de sauvetage, mais là encore, regrette l'auteur, l'institution est tout aussi désarmée.

Alain Bentolila se montre tout aussi sévère à l'encontre du collège, inadapté à l'éducation de masse mise en pratique depuis la fin de la sélection à son entrée décrétée en 1965. Une mesure qui a formé des “ghettos scolaires”, ouvert des “voies cachées de relégation” et toléré des “couloirs honteux d'illettrisme”.

Les ghettos des quartiers rassemblent les plus pauvres des individus, et au premier rang de cette pauvreté c'est celle de la langue dont pâtit cette population. L'auteur dénonce celles et ceux qui voient à travers les approximations et le pittoresque de son langage l'expression d'une culture vivace et singulière dont il faudrait célébrer les vertus au nom d'une nécessaire égalité. Ses laudateurs iraient même jusqu'à affirmer que cette langue fournirait au français “force nouvelle” et “enrichissement”, allégations contre lesquelles l'auteur s'inscrit en faux, car “l'efficacité d'un message réside dans l'équilibre entre la volonté d'éviter les ambiguïtés et le souci laissé à l'interlocuteur de l'interpréter à sa façon”. Or la population des ghettos ne dispose que d'un vocabulaire limité, flou et imprécis aux acceptions multiples ; tout peut être “cool”, “niqué”, “trop”, etc. Son efficacité relève de la seule connivence de ses utilisateurs.

Quant à l'enrichissement auquel cette langue contribuerait, il est illusoire car inégal dans son partage puisqu'il ne profite qu'aux seules personnes disposant déjà d'une langue commune et maîtrisée et dont le seul souhait dans l'emploi de ce vocabulaire des quartiers serait de donner à sa langue “un coup de jeune” et de prétendue “modernité” (des tics qu'encourageraient les médias). Cette mode n'empêche pas la stigmatisation des “pauvres du langage”, condamnés à ne s'exprimer que dans l'immédiateté, la connivence, et privés du droit légitime de laisser à l'autre “une trace singulière”. Cela engendre la violence, mais l'auteur n'évoque pas celle en cours dans les ghettos, il préfère s'intéresser à celle des dominants sur les dominés, celle des bons locuteurs sur les autres, dont celle des politiciens sur les citoyens les moins armés pour la décrypter.

La télévision emploie une technique, celle de la “prévisibilité”. Prévisibilité des programmes, prévisibilité des scénarios qui n'interrogent pas le langage, mais au contraire “anesthésient” et “bercent” ; le contraire relèverait pour ses responsables d'une erreur de stratégie.

À la télévision prévisible et à la vulgate politicienne, l'auteur oppose la liberté du verbe et fait le récit de cet exercice dans une maternelle : les enfants tracent une croix sur le sol de la cour de récréation, l'un d'eux se place au dessus, un autre est chargé de tracer l'ombre projetée par terre. La manœuvre se répète tout au long de la journée, puis la maîtresse demande aux enfants ce qu'ils voient au sol. Une fleur, répondent-ils en chœur, mais cela ne satisfait pas la maîtresse qui persévère jusqu'à ce que l'un des enfants note que “ça a tourné”, un premier pas pour expliquer l'astronomie et par là même hisser plus haut le langage ; la fleur, la rotation, la terre...

La dépréciation du verbe et de la parole a pour pendant le mépris grandissant dans lequel est tenu la valeur travail, travail précaire, à flux tendu, délocalisé, au profit des gains immatériels et financiers. Le geste humain a perdu de sa valeur, “à un geste flou correspond un verbe mou”.

Serge Tisseron

Psychiatre et psychanalyste, docteur en psychologie, en 1976 sa thèse de médecine prend la forme d'une bande dessinée. Ses recherches portent sur trois domaines : les secrets de famille, les relations que nous établissons avec les diverses formes d'images, et la façon dont les nouvelles technologies bouleversent notre rapport aux autres, à nous même, au temps, à l'espace et à la connaissance.

Bibliographie

L'empathie, au cœur du jeu social, Editions Albin Michel, 2010.
Les dangers de la télé pour les bébés, Editions érès, 2009.
Virtuel, mon amour ; penser, aimer, souffrir à l'ère des nouvelles technologies, Editions Albin Michel, 2008.
La Résilience, Editions puf, 2007.
Vérités et mensonges de nos émotions, Editions Albin Michel, 2005.
Petit manuel à l'usage des parents dont les enfants regardent trop la télévision, Editions Bayard, 2004.
Journal d'un psychanalyste, Editions Marabout Poche, 2004.
Comment Hitchcock m'a guéri, Editions Albin Michel, 2003.
Enfants sous influence, les écrans rendent-ils les jeunes violents ?, Editions 10/18, 2003.
L'Intimité surexposée, Editions Hachette Littératures, 2002. Prix du Livre de télévision.
Les Bienfaits des images, Editions Odile Jacob, 2002. Prix Stassart de l'Académie des sciences morales et politiques.
Psychanalyse de la bande dessinée, Editions Flammarion, 2000.
Nos secrets de famille, Histoires et mode d'emploi, Editions Ramsay, 1999.
Le Mystère de la chambre claire, Les Belles-Lettres, Editions Flammarion, 1999.
Comment l'esprit vient aux objets, Editions Aubier, 1999.
Secrets de famille, mode d'emploi, Editions Ramsay, Marabout, 1997.
Tintin et le secret d'Hergé, Editions Presses de la cité, 1993
Tintin et les secrets de famille, Editions Aubier, 1992.
La Honte, psychanalyse d'un lien social, Editions Dunod, 1992
La Bande dessinée au pied du mot, Editions Aubier, 1990.
Hergé, Editions Seghers, 1987
Tintin chez le psychanalyste, Editions Aubier, 1985.
Histoire de la psychiatrie en bande dessinée, Editions Savelli, 1978.

Cet ouvrage fait suite à la pétition et aux actions engagées par Serge Tisseron, psychiatre et psychanalyste, contre l'arrivée en France de chaînes de télévision dédiées aux tout petits, Baby TV et Baby First. La pétition a reçu 30 000 signatures, et depuis le 1er novembre 2008, lesdites chaînes doivent porter à la connaissance des parents que "regarder la télévision peut freiner le développement des enfants de moins de 3 ans."

Serge Tisseron décèle quatre dates clé dans l'essor, selon ses propres termes, de "l'emprise" des télés pour bébés.

Dès 1947 et l'arrivée du petit écran dans les foyers américains, ses programmeurs fournissent une émission destinée aux plus jeunes, c'est "Lovely Doody", les aventures d'une marionnette pianiste et d'un public d'enfants.

En 1977 les producteurs de *La guerre des étoiles* inventent le produit dérivé : les figurines, bandes dessinées et peluches rapportent autant que le film en lui-même. Depuis l'arrivée de ces produits, le contenu des fictions peut découler de l'article à vendre, par exemple une abeille ou un écureuil pour des céréales au miel ou aux noisettes.

En 1998 une officine marketing publie l'étude selon laquelle le caprice de l'enfant pourrait intervenir dans près d'un tiers des achats de ses parents. Le phénomène a été baptisé "nag factor", ou facteur caprice.

En 2000, les télévisions pour bébé font leur apparition aux Etats-Unis.

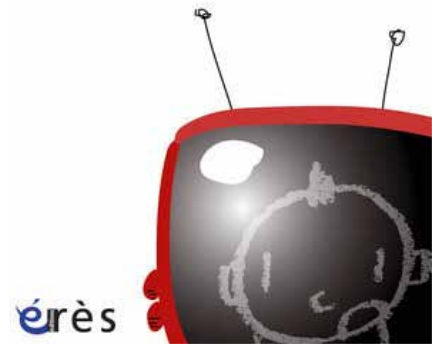
Serge Tisseron s'emploie ensuite à décrypter les arguments des propagandistes de ces chaînes. L'auteur l'affirme, leur discours se fonde sur l'affirmation de choses contestables - nos programmes sont adaptés aux tout petits -, et l'ignorance de ce qui est certain - le danger des programmes permanents.

Ainsi les défenseurs de ces télévisions affirment qu'elles sont adaptées à leur public car "leurs programmes sont simples, de courte durée, sans publicité, dénués de violence (...) et les enfants adorent tout ce qui est répétitif car ils aiment maîtriser ce qui les entoure". Sur ce dernier aspect de la répétition, si l'auteur se montre favorable au dvd choisi par les parents et regardé par le tout petit à de nombreuses reprises (c'est bénéfique pour l'acquisition de la mémoire notamment), en revanche il remet en cause l'inanité et la répétition dont gavent les enfants les programmes de ces chaînes prétendument spécialisées. Un risque encore accru par leur flux continu. Il conduit l'enfant à s'ennuyer, mais pas de cet ennui parfois bénéfique et source d'imagination, mais d'un ennui qui confine à la tristesse voire à une forme de dépression. Dans ce cas précis le petit écran se fait "médiateur tranquilisant", chez la "nounou" et/ou chez les parents épuisés à leur retour du travail. La télé peut alors revêtir un rôle de "nurse cathodique" qui présente pour l'enfant un risque de dépendance, risque d'autant plus réel que ces mêmes télévisions proposent des émissions "spéciales endormissement" et d'autres... "spécial réveil" !

Enfin, toujours selon ses défenseurs, la télé pour bébé est adaptée à son public puisque les "enfants comprennent un début de narration dès l'âge de neuf mois (interview d'un psychologue non cité parue dans le magazine Elle du 3/12/2007)". Serge Tisseron s'inscrit en faux contre une telle assertion. D'après lui, entre 6 et 24 mois, les seules interactions possibles avec un enfant sont celles en jeu au cours du dialogue tonico-postural précoce. Ce terme un peu barbare, repris des travaux de Daniel Stern, recouvre les mimiques, les grimaces, les signes que s'échangent l'adulte et l'enfant et qui permettent à celui-ci l'apprentissage de l'empathie

Serge Tisseron

**Les dangers de la télé
pour les bébés**





(en tentant d'approcher l'état mental de son interlocuteur). Un bienfait que ne lui prodiguera jamais la télévision, bien au contraire ! Le tout petit face à l'écran a l'illusion d'entrer en contact avec les personnages ou les formes entrevues ; il sourit mais la chose à l'écran n'en fait pas de même, un autre plan la remplace, le bébé se retrouve seul, l'interaction se brise avant même d'exister ! Il vient de faire l'expérience de... L'instabilité.

Au cours de son développement le tout petit fabrique ses premières "images" au moment de l'apprentissage de l'insatisfaction ; quand il attend sa mère, quand il pleure parce qu'il a faim, quand il réclame un jouet, etc. Dans ces instants-là le bébé développe une stratégie d'attente, il "hallucine" l'assouvissement de son désir grâce à sa représentation mentale. Brièvement l'enfant se calme, puis pleure ou s'agite de nouveau si rien n'est fait. Serge Tisseron estime que ces "épisodes hallucinatoires précoces suscitent le désir d'entrer dans les images comme dans une réalité" et justifie de cette manière le pouvoir de fascination qu'exerce la télévision. L'adulte par une posture critique peut s'en défendre, l'enfant non.

Après l'image hallucinée, l'enfant apprend à faire le distinguo entre l'image de l'objet qu'il a sous les yeux et l'image qu'il se fait du même objet absent. Bébé songe à l'apparition de sa mère et soudain il la voit arriver. Dans un environnement favorable, c'est l'apprentissage de la "toute puissance". C'est comme un monde magique, dont le tout petit a le sentiment confus que, peu à peu, il répond à ses seuls désirs. Contrairement aux idées reçues, "la toute puissance" est bénéfique à l'enfant, elle l'autorise à se sentir au monde comme agent de transformation et non pas le subissant seulement. Là encore c'est l'échange avec l'adulte qui le conduira à quitter ce sentiment de "toute puissance". Faut-il tout que la télévision n'interfère pas dans l'échange, qu'aux mimiques et aux jeux parents/enfants (dialogue tonico-postural) ne se substitue pas le leurre télévisuel qui pourrait faire accroire à l'enfant que c'est lui qui agit sur les images du petit écran. "Si nous acceptons cette éventualité, ne nous étonnons pas que nos enfants préfèrent ensuite leurs écrans à notre compagnie" s'exclame l'auteur.

Serge Tisseron s'inquiète également de la télévision et de son empiètement sur le jeu solitaire, un stade essentiel dans la découverte par le petit de son identité. Cette activité voit l'enfant s'identifier à chacune des situations qu'il imagine : il est successivement celui qui commande et celui qui est commandé, conducteur, voiturette et obstacle ! Puis le jeu collectif enrichit cet univers de sa dimension sociale. L'écran de télé interdit tout cela, il encourage l'adoption d'identités sommaires et caricaturées analogues à celles de ses "héros" ; agresseurs, redresseurs de tort, victimes. "Du coup, conclut Serge Tisseron, on assiste de la part d'enfants jeunes, à des attitudes d'intolérance à la frustration, d'impulsivité, voire de violence, qui étaient encore inconnues il y a encore dix ans."

Serge Portelli

Magistrat, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, président de la 12ème chambre correctionnelle, Serge Portelli a été de novembre 2001 à juin 2002, conseiller du Président de l'Assemblée Nationale, Raymond Forni, pour la justice, l'intérieur, les droits de l'homme et les questions juridiques. Il est membre du Syndicat de la Magistrature. Après avoir enseigné à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, à l'université de Caen et à l'Ecole Nationale de la Magistrature, Serge Portelli intervient depuis 1995 à l'Ecole de psychologues praticiens.

Bibliographie

Juger, Editions de l'Atelier, 2011.

La "castration chimique" ou comment châtrer la démocratie. L'Etat Pyromane, Editions Delavilla, 2010.

Le sarkozysme sans Sarkozy, Editions Grasset et Fasquelle, 2009.

Récidivistes. Chroniques de l'humanité ordinaire, Editions Grasset, 2008.

Nicolas Sarkozy, une République sous très haute surveillance, Editions L'Harmattan, 2007.

Fiche de lecture

Juger

Editions de l'Atelier, 2011

“ La justice (...) le plus terrible pouvoir “. Une citation de Maximilien Robespierre qu'emploie Serge Portelli au début de son dernier livre, intitulé “ Juger “.

L'auteur souligne que l'histoire enseigne la difficulté éprouvée par les magistrats de s'affranchir de l'appareil d'Etat. Longtemps les juges ont été l'instrument du pouvoir, une situation qui culmine avec la catastrophe de Vichy et le serment d'allégeance à Philippe Pétain que les juges sont appelés à prononcer. C'en est alors fini de la séparation des pouvoirs jusqu'à la Libération et le préambule de la Constitution française de 1946 qui remet les droits de l'Homme au centre de la loi.

Serge Portelli évoque ensuite le présent et les inquiétudes qu'il nourrit : c'est ainsi qu'il en vient à aborder la question, “essentielle” à ses yeux, des conditions de la garde à vue. Sa réforme a été conduite en cette année 2011, en réaffirmant et en accroissant les droits du justiciable. “ S'il est encore trop tôt pour évaluer ses effets, force est de constater qu'il était urgent de légiférer ”, affirme Serge Portelli. Le nombre des gardes à vue est passé de 380.000 à près de 525.000 en 2010 ; 700.000 si on y ajoute les infractions routières.

En mars 2010 ces statistiques n'empêchent pas le pouvoir de présenter un “ avant-projet du futur code de procédure pénal “, regrette Serge Portelli, projet qui prévoit la suppression du juge d'instruction tout en maintenant le statut du parquet, dont le procureur est un magistrat non indépendant du pouvoir exécutif, et l'impossibilité toujours faite à l'avocat d'une présence auprès de son client placé en garde à vue. Finalement trois juridictions conduiront à un “assouplissement” des conditions de garde à vue : le Conseil constitutionnel, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de cassation. Toutes trois rendront des





conclusions réaffirmant le caractère indispensable de la présence du défenseur pendant celle-ci. L'auteur affirme pourtant que cette victoire n'écarte pas les menaces d'un nouveau péril, le "sécuritarisme". Un précepte politique qui privilégie la défense des personnes et des biens au détriment des libertés individuelle. Courant politique dont l'un des instruments est la récupération des mouvements d'opinions exprimés au lendemain de faits divers marquants ; comme l'affaire Dutroux en Belgique et les manifestations qui ont suivi. Sans nier le caractère digne et légitime de ces Marches blanches qui ont réuni des centaines de milliers de personnes, Serge Portelli estime que le danger est que ses leaders soient tentés de "faire un tri contestable dans l'enchaînement des facteurs qui ont conduit au drame, mettant l'accent sur les seules défaillances supposées des services de l'État. " Pour certaines formations politiques, c'est l'occasion d'encourager des discours victimaires dans un seul but électoral. " Cette alliance, affirme Serge Portelli, vise surtout à promettre à grands coups de slogans irréalisables (tel que le fameux tolérance zéro) une société débarrassée du crime. Le slogan relève du marketing politique. Pour convaincre de sa faisabilité, le pouvoir se propose de publier les statistiques de sa mise en œuvre. La démonstration s'avère " gesticulante ", toute entière tournée vers une masse de petites affaires où la police s'agite et la justice est priée de suivre. L'impératif de résultat a pour effet de dénoncer une hypothétique " culture de l'excuse " en cours chez les magistrats et montre la voie d'une inhumanité en marche. Chiffre, performance, rentabilité, l'homme et la justice ont peu de place dans le dispositif. " Le grand regret des tenants de cette doctrine, ajoute Serge Portelli, est de ne pas pouvoir, pour l'instant, punir les malades mentaux. "

Aux Etats-Unis la doctrine continue de faire rage et crée en son sein une effrayante "société pénitentiaire " ! 2,3 millions de personnes y sont incarcérées. Par comparaison ils sont 1,5 million en Chine, 700 000 en Russie. 3000 personnes patientent dans les couloirs de la mort à l'ombre des prisons nord-américaines, 30 000 autres sont condamnés à la perpétuité réelle.

Le "modèle" américain, dont le versant new-yorkais promulgué par Rudolph Giuliani (gentrification à marche forcée de l'hyper centre, éloignement des plus pauvres) a parfois été cité en exemple, abandonne les politiques de réinsertion des détenus, et notamment pour ceux condamnés pour faits de pédophilie, dûment répertoriés et fichés. Certains de ces répertoires sont librement consultables sur internet. En France un tel fichier existe, réservé aux magistrats, policiers, et préfets.

Serge Portelli estime que ces manœuvres autour du FIJAIS (fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles) relèvent du principe de précaution dont les excès sont parfois inattendus. Ainsi, apparaît dans le rapport parlementaire, dit Bénisti (du nom du député), de 2004 sur la " Sécurité intérieure ", la préconisation la plus spectaculaire qui consistait à tenter de recenser dès la petite enfance, dans les crèches, des prédispositions à de futurs faits de délinquance. Les scientifiques n'étaient pas en reste. L'année suivante l'Inserm déposait un rapport sur " les Troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent ". Il était proposé dès l'âge de 36 mois, le dépistage de troubles censés annoncer un avenir délinquant. À l'aune des crispations sécuritaires, Serge Portelli s'interroge sur la place du juge. Trop préoccupé par les victimes, on dit qu'il sort de son rôle. Trop préoccupé par les délinquants, il devient laxiste. Trop méticuleux et patient, il sacrifie aux critères d'efficacité, il se montre inadapté au nouveau principe qui fait du magistrat un "maillon de la chaîne pénale". Dernier avatar de cette conception à minima du métier de juger, le projet présidentiel de supprimer le juge d'instruction au profit du procureur. La dépréciation du juge instructeur est déjà à l'œuvre dans les emprunts à une culture anglo-saxonne tel que le "plaider coupable à la française" (convocation sur reconnaissance préalable de culpabilité) et l'instauration des peines planchers. Les mineurs dérogent encore à ces barèmes de peines, mais jusqu'à quand ? Le sort du juge des enfants est également en question. Une nouvelle réforme de l'ordonnance de 1945 est régulièrement évoquée, qui alignerait toujours plus cette juridiction sur la justice des majeurs, pour la rendre plus rapide et plus répressive " sans compter, la véritable décapitation qui résulterait de l'abaissement de l'âge de la majorité à 16 ans. "

Joseph Rouzel

Éducateur spécialisé, à présent psychanalyste et formateur, Joseph Rouzel a créé l'Institut européen psychanalyse et travail social (Psychasoc) et l'association Psychanalyse sans frontière.

Bibliographie

Parole d'éduc. Educateur spécialisé au quotidien, Editions érès, 2011.
L'acte éducatif. Clinique de l'éducation spécialisée, Editions érès, 2010.
Le travail social est un acte de résistance, Editions Dunod, 2009.
La supervision d'équipes en travail social, Editions Dunod, 2007.
La parole éducative, Editions Dunod, 2005.
Le quotidien en éducation spécialisée, Dunod, 2004.
Psychanalyse pour le temps présent. Amour obscur, noir désir, Editions érès, 2002.
Le transfert dans la relation éducative, Editions Dunod, 2002.
La pratique des écrits professionnels en éducation spécialisée, Editions Dunod, 2000.
Le quotidien dans les pratiques sociales, Editions Théétète, 1998.
Le travail d'éducateur spécialisé. Ethique et pratique, Editions Dunod, 1997.
Ethnologie du feu. Guérisons populaires et mythologie chrétienne, Editions L'Harmattan, 1996.

Fiche de lecture

Le travail social est un acte de résistance

Dunod, 2009

Interview (extraits) de Joseph Rouzel pour les Editions Dunod par Brigitte Cicchini.

“Le point commun entre ma sœur Fanny et moi-même c'est l'engagement dans un métier du social, engagement au sens politique et clinique. Ma sœur, après des études dans le champ de l'animation et du travail social a exercé pendant plusieurs années auprès d'adultes malades mentaux, en privilégiant des espaces d'expression. Aujourd'hui elle accompagne des personnes en fin de vie avec toute la souffrance liée à cet accompagnement, qui est fait de rencontres, de morceaux de vie quotidienne partagés, de tristesses et de joies, la difficulté étant que ce genre de travail se fait dans une totale solitude. D'où son recours à l'écriture pour se ressourcer, mettre des mots sur l'insupportable, témoigner, faire savoir ce qu'est la vie de ces personnes vieillissantes reléguées dans les oubliettes de l'espace social. Je partage avec elle cet engagement : pas de travail social sans un positionnement politique ferme. Les travailleurs sociaux, ces fantassins de l'intervention sociale, sont aux avant-postes de la misère, de l'injustice, de la ségrégation. Ils luttent à corps perdu, avec les moyens du bord, contre une situation sociale qui ne cesse de se dégrader. Une situation qui piétine les plus faibles, les plus démunis, les étranges et les étrangers. C'est une position éthique qui nous réunit. Pour ma part j'ai exercé longtemps dans le champ de l'éducation spéciale. D'abord dans les années 70

Le travail social est un acte de résistance

Joseph Rouzel
Fanny Rouzel





en franc tireur, dans une communauté en Catalogne du nord ; puis dans un lieu d'accueil dans le Gers. Et, une fois accomplies les études d'éducateur spécialisé à Toulouse (...) j'ai travaillé auprès d'adultes, puis d'enfants psychotiques, de toxicomanes et enfin de jeunes en rupture sociale. En désaccord avec les " usines à gaz " que sont devenus les centres de formation, j'ai créé il y a 10 ans l'Institut européen psychanalyse et travail social (PSYCHASOC) à Montpellier. L'ouvrage qui met en scène ce cheminement, pour ma sœur et moi-même, passe par des chemins différents, mais est ancré dans des convictions politiques et éthiques communes. Conviction que l'on peut rassembler sous le terme de " communiste ", au sens noble du terme, au-delà des dérives que l'on a fait subir à cette noble idée. Une éthique du sujet ne se soutient que de la prise en compte des espaces collectifs où il s'insère. Autrement dit nous menons de front travail social et engagement politique. Au sens où Jacques Lacan affirmait: " L'inconscient, c'est le social. "

La lutte contre l'usure et l'isolement des travailleurs sociaux (" trouvailliers soucieux ", comme je les désigne souvent) prend tout son élan dans ce que je viens de dire. Il s'agit de faire savoir ce que l'on fait. Non seulement pour rendre des comptes, légitimement exigés par les financeurs (Etat, Collectivités locales etc.), mais aussi de rendre compte. Les travailleurs sociaux en mal de reconnaissance n'ont que cette voie pour obtenir cette reconnaissance réclamée à cor et à cris. Peu de citoyens savent, et encore moins comprennent, ce que " fabriquent " les travailleurs sociaux : à eux de le faire savoir. Ce sont des métiers de l'ombre, invisibles. Ecrire, prendre la parole dans des colloques, témoigner de sa pratique, parler à la radio, la télé etc. voilà donc une première voie qui s'ouvre contre l'usure et l'isolement.

Je reçois beaucoup de professionnels (éducateurs, assistants sociaux, psychologues, directeurs...) qui sont usés de cette perte de sens. Ils viennent en formation pour se ressourcer, retrouver le goût et la saveur du métier. Voici donc une deuxième voie : se former en permanence, interroger sa pratique, revisiter les fondamentaux, les valeurs, les principes qui cimentent l'action sociale et dont les Droits de l'homme et la démocratie républicaine et laïque, assurent les fondations. Et enfin dernière voie : ne jamais oublier le collectif, qui se décline en équipe, institution, et réseau de partenaires. Un établissement est une entité abstraite faite de textes de référence, de budget, d'organigramme, de règlements, etc. Pour faire institution, " instituer la vie ", comme le dit si bien Pierre Legendre, il est indispensable de prendre en compte les multiples articulations entre tous ceux qui constituent l'établissement et lui donne vie: usagers comme professionnels. Voici donc une autre façon de lutter contre l'usure et l'isolement, se parler ! La parole tisse le lien social."

Arlette Pellé

Psychanalyste exerçant à Paris, membre de la Fondation européenne pour la psychanalyse, Arlette Pellé est codirectrice de l'association SAPP (Supervision et analyse psychanalytique des pratiques professionnelles). Depuis 30 ans, elle reçoit en supervision des professionnels des services de la protection de l'enfance et de l'adolescence.

Bibliographie

Ce que nous enseignent les ruptures majeures, Editions L'Harmattan, 2011.
L'inconscient est-il politiquement incorrect ?, Editions érès, 2008.
Le Placement Familial, une vieille histoire à réinventer, Editions érès, 2002.
Pour-suivre les parents des enfants placés, Editions érès, 1996.
A l'aube du sens : la parole à l'enfant, Editions érès, 1995.

Fiche de lecture

Ce que nous enseignent les ruptures majeures

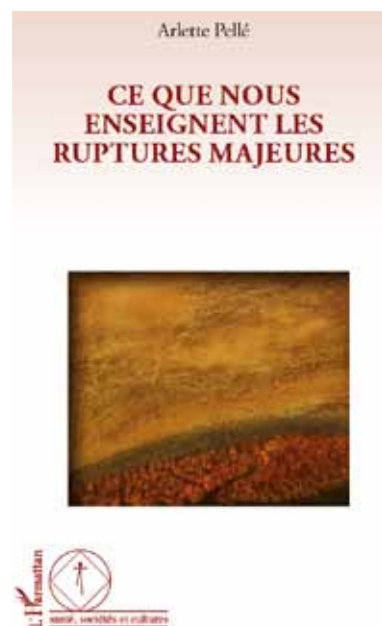
Editions L'Harmattan, 2011

“ Violence naturelle ou sociale et religieuse, qui le dira ? Pour qu'un carré de sol soit vidé de tout, il y faut une déchirure, une faille dans le tissu végétal, il faut le mécanisme d'expulsion. “ C'est en citant Michel Serre (L'origine de la géométrie, Flammarion, 1993) qu'Arlette Pellé relate la révolution néolithique et l'entrée dans l'Histoire, une Histoire dont l'auteur propose dans son dernier ouvrage de dresser le recensement subjectif des grande ruptures, qu'elles soient historiques, mythiques ou théologiques.

Voici 10 000 ans les Hommes passent du statut de chasseur cueilleur à celui d'éleveur sédentaire. Mais que mettre au centre de cette clairière à présent défrichée, “ un chef, un despote, un roi, un pharaon, un souverain ? (...) Tout commencement recèle une violence refoulée “ affirme l'auteur.

Sigmund Freud voyait au centre de la clairière défrichée le père de la Horde, la clé de voûte de son essai Totem et Tabou ; un père abusif et monstrueux qui se réserve à lui seul l'accès aux femmes et que ses fils, révoltés, assassinent et dévorent. Mais pris de remords les parricides érigent un totem à l'effigie du défunt et promulguent deux règles intangibles ; l'interdiction de l'inceste et du meurtre.

Vers le troisième millénaire avant J.-C., en Mésopotamie, la ville sort de terre, puis à son tour la cité-état ; à sa tête un roi d'essence divine, demi-dieu qui commande aux hommes et “ intervient “ dans la marche des phénomènes naturels. Gilgamesh est l'un d'eux, il aurait régné sur la cité d'Ourouk, dans l'Irak actuelle. Son nom donne aussi son titre à l'un des premiers récits littéraires de l'histoire de l'humanité, “ l'Épopée de Gilgamesh “. Dans celui-ci, lassé du joug qu'impose le souverain à ses sujets, le peuple obtient des dieux l'arrivée d'un trouble fête, Enkidu, un double animal que le roi décide de combattre. Peu à peu les rapports entre les deux rivaux évoluent, à la rivalité mortelle succède l'amitié, brutalement interrompue par la mort d'Enkidu que la maladie terrasse. Cette perte bouleverse Gilgamesh. Freud y voit l'affliction du jumeau frappé par la perte de son frère, d'une part de lui-même, traumatisme





dont découle la crainte castratrice et à laquelle Gilgamesh tente vainement d'opposer son désir d'immortalité.

Parfois la rupture historique se fait doublement symbolique, comme se plaît à le rappeler Arlette Pellé avec l'exemple du pharaon Amenhotep IV, alias Akhenaton. Ce souverain résout de manière spectaculaire le conflit du père ; non seulement il fait disparaître de tous les actes et bâtiments officiels le nom de son géniteur et prédécesseur dynastique, mais il met aussi en place ce qui ressemble fort au premier monothéisme à travers le culte officiel rendu à Anton, dieu solaire et... Unique.

L'amorce monothéiste sera brève, à la mort d'Akhenaton le panthéon des divinités égyptiennes reprend ses droits. Avec Le miracle Grec s'établissent les bases de la philosophie, de la raison, de la logique ! Le présocratique Xénophane brocarde les idoles et va jusqu'à prôner l'abandon des légendes d'Homère, car " dangereuses ", tout comme Platon déconseille dans la République l'enseignement des poètes et de la mythologie, source de confusion pour la jeunesse. Aristote se fait plus subversif, lui qui estime que les " dieux (...) ont été inventés pour inculquer le respect de la loi et des valeurs sociales aux esprits simples . "

Arlette Pellé voit dans cette violence le passage nécessaire à un " ensemble vide " préalable à " une autre origine, une autre écriture, un autre ordre politique, une autre pensée, bien que ne soit pas fait table rase de ce qui précède. Pour la première fois, ajoute l'auteur, il sera montré que depuis toujours la pluie humidifie la terre, qu'un feu sèche un vêtement mouillé et que cette réalité n'a plus besoin de contrepartie mythique " .

Une autre grande rupture se situe à la charnière de deux mondes ; en 476 les invasions barbares provoquent l'effondrement de l'empire romain d'Occident (empire chrétien), c'est l'une des dates communément admises pour désigner la fin de l'Antiquité et le début du Moyen-Âge. Les païens crient victoire et voient, là, une punition des dieux. Quant aux Chrétiens ils accusent leurs propres péchés et s'accommodent du châtement divin. L'Évêque d'Hippone n'est pas pour rien dans cette démonstration doloriste qui constituera l'un des traits majeurs du catholicisme durant les dix siècles à venir.

Saint Augustin met au dessus de tout le Royaume de Dieu. Sa pensée participe de la " dissolution de la crise occidentale en renforçant la subjectivité coupable (...) et le désinvestissement de la vie terrestre " au profit d'une vie meilleure après la mort. Le spécialiste du Moyen-Âge Jacques Le Goff estime que " les hommes du Moyen-Âge vivent dans une sorte de cauchemar. L'obsession du salut et la peur de l'enfer les plongent dans un univers partagé entre d'une part Dieu et les anges et d'autre part Satan et les démons ". En 529 l'empereur Justinien ordonne la fermeture de toutes les écoles de philosophie.

Thomas d'Aquin, l'autre grand penseur du Moyen-Âge chrétien, organise l'enseignement scolastique, faisant la distinction entre " ce qui reste dans les méandres des mystères et ce qui peut se concevoir rationnellement. En somme, selon Arlette Pellé, c'est un retour du " refoulé de la philosophie grecque qui subvertira la pensée unique de la théologie " : la hiérarchie catholique hésitera à condamner Thomas d'Aquin avant de finalement le récupérer et le canoniser.

Les progrès de l'an mille, l'essor des Universités et les précurseurs des humanistes qui puisent dans les racines de l'antiquité, sapent le dogme catholique. Parmi ces précurseurs, Pétrarque, dont l'exaltation de l'amour de la beauté et des êtres s'écarte du glacié dogmatique romain. A la Renaissance les arts et les sciences rivalisent d'innovations, mais une crise couve, attisée par les grandes épidémies, la guerre de Cent ans et les révoltes paysannes. Luther puis Calvin promeuvent une religion chrétienne affranchie de ses innombrables clercs qui cesse de subordonner le salut à des pratiques rituelles et sacramentelles qu'ils jugent obscurantistes. Les guerres de religions ensanglantent toute l'Europe du XVIème siècle et scellent de nouvelles frontières théocratiques.

Au XVIIème siècle, la révolution copernicienne amplifiée par les travaux de Kepler et Galilée ébranle les croyances chrétiennes. " Penser le cosmos sans les mythes (...), penser un univers tout mathématisable, note Arlette Pellé, relève à chaque instant d'une mutation de la pensée, dont les effets lorsqu'ils se généralisent provoquent une nouvelle économie psychique et un



nouveau lien social “. Peut-être pouvons-nous voir avec la science classique le jalon fondateur d’une irrésistible victoire de la raison et de la connaissance. Un état de fait bien compris par le capitalisme qui parachève l’exclusion du sujet et dont “ le discours, conclut l’auteur, n’offre aucun lieu pour interroger sa condition d’être parlant “.

Daniel Derivois

Docteur en psychologie et psychopathologie clinique, licencié en sciences de l'éducation, il est psychologue clinicien et intervient auprès d'enfants et d'adolescents fragilisés. Maître de conférences en psychologie interculturelle à l'Université de Lyon 2, il travaille notamment à l'élaboration d'une clinique de la mondialité.

Bibliographie

Les adolescents victimes/délinquants, Editions De Boeck, 2010.

Psychodynamique du lien drogue-crime à l'adolescence, Editions L'harmattan, 2004.

Fiche de lecture

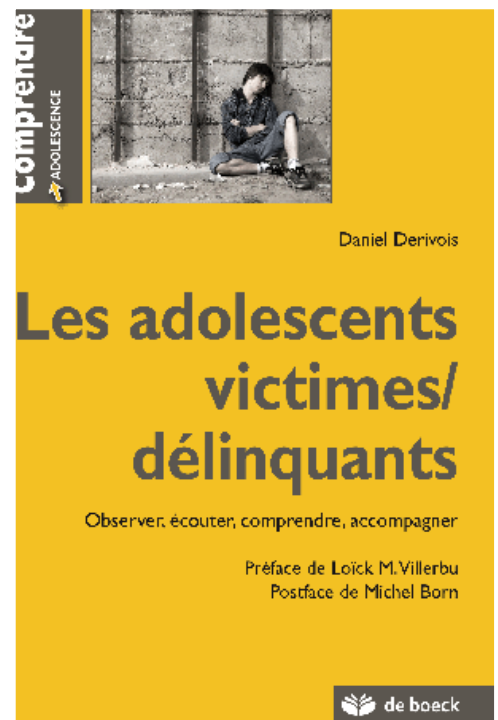
Les adolescents victimes/délinquants

Editions de Boeck, 2010

“Incasables, inclassables, difficiles, dangereux, voyous, jeunes malfaiteurs, sauvages, racailles, etc. Les mots ne manquent pas pour tenter de qualifier ces adolescents qui échappent à nos cadres habituels de pensée”, remarque Daniel Derivois. L'auteur s'intéresse plus particulièrement aux adolescents victimes délinquants, qui, “ayant été victimes ou ayant hérité de maltraitements dans l'enfance ou l'adolescence, affichent des comportements déviants, violents, agressifs, délinquants, tout en se mettant constamment en danger par toutes sortes de moyens.”

Daniel Derivois le regrette, “la société leur répond par des mécanismes de défense : elle les rejette dans des zones urbaines sensibles, les place souvent abusivement dans des foyers, les incarcère, les met “en échec scolaire”, les psychiatrise, les surmédicalise, les surmédietise, les ethnicise, les racialise, utilise la répression à outrance pour les calmer”.

Daniel Derivois dénonce l'aveuglement des dispositifs institutionnels qui accueillent des adolescents victimes, d'autres des adolescents délinquants, d'autres encore des adolescents victimes et des adolescents délinquants. L'auteur y voit le refus ou l'impossibilité des intervenants à admettre la présence des deux pôles en conflit chez le même adolescent. Pour y remédier, il faudrait, dit-il, recourir à une approche clinique et décomplexée qui consisterait à appréhender le sujet dans sa totalité, sa singularité, en situation et en évolution, dans un univers monde et global. Par “monde et global”, l'ouvrage entend le nécessaire abandon de ce que Daniel Derivois nomme “vieilles postures néo-coloniales et clivages idéologiques” (Civilisés/Barbares ; Noirs/Blancs ; Eux/Nous, Nationaux/Étrangers). Daniel Derivois plaide pour un processus incluant le passé infantile et le futur adulte du jeune, un processus intergénérationnel qui engloberait ses parents et grands parents ainsi que ses projets éventuels de descendance. Il s'agirait d'une clinique du “déplacement” (chez un même adolescent, déplacement des traces traumatiques dans les comportements délinquants), une clinique de “l'environnement” (les adolescents victimes/délinquants ont





la plupart du temps vécu des environnements carencés, défaillants, disloqués), et enfin une clinique de “l’accompagnement”, durant laquelle le professionnel devrait parvenir à entendre et ne pas seulement écouter.

“Tout fonctionne, selon Daniel Derivois, comme si une fois installé dans la délinquance, l’adolescent n’était plus en danger et qu’il ne pouvait plus être reconnu comme victime.”

Ce clivage s’inscrit aussi dans les champs disciplinaires et épistémologiques qui séparent trop fréquemment mesures de la délinquance et mesures de la maltraitance. Le droit, la psychologie, la psychiatrie, l’éducation spécialisée, la criminologies, posent des regards forcément parcellaires sur la question, même si, reconnaît Daniel Derivois, des efforts sont faits pour bouger les lignes, comme les avancées permises par les travaux de Serge Brochu sur les relations drogue-crime ou de Michel Born sur l’existence des caractères multifactoriels de la délinquance.

Daniel Derivois énumère ensuite les réalités pouvant contribuer à la construction du syndrome de l’adolescent victime/délinquant. À la réalité biologique qui voit le corps de l’adolescent devenir champ de violences subies et violences agies, s’ajoute d’autres facteurs : les réalités familiales, sociales, urbaines, matérielles (disponibilité des drogues, des armes), inter-culturelles (la vulnérabilité du migrant et de ses descendants). L’auteur dénonce également les réalités politiques et juridiques (la trop grande tendance à porter devant la justice des comportements qui mériteraient, d’après lui, davantage une réponse éducative), les réalités médiatiques (le fantasme de l’adolescence délinquante que se plairait à entretenir la presse), les réalités institutionnelles et le manque d’adaptation de celles-ci. Toute la difficulté est d’apporter une réponse à cette mosaïque de facteurs favorables au syndrome délinquant/victime. Dans ce contexte, l’école a fort à faire : à son sujet, Daniel Derivois constate que l’espace scolaire est le lieu de la confrontation de l’héritage familial avec le social, de confrontation du savoir sur soi avec les savoirs scolaires. “Les adolescents ayant subi par exemple des traumatismes dans l’enfance ou l’adolescence y amènent de la matière à éprouver dans un autre espace, sur d’autres pôles identificatoires que sont les professionnels du scolaire.”

“Nous sommes face à une machine familiale, institutionnelle, sociale, complexe, prévient Daniel Derivois, (...) cette machine transmet et auto-alimente de la violence.” Parmi elle, note-t-il, figure aussi de la culpabilité héritée qui cherche désespérément un objet qui fonde son existence et notamment dans la répétition des actes d’agressions.”

Daniel Derivois fait part enfin de son expérience d’accompagnant psychologue. Il précise le comment de son activité, auprès de “l’enfant actualisé dans l’adolescent” et “d’adolescent parental actualisé dans l’adolescent” ; par dessus tout, précise-t-il, on accompagne un processus, une traversée, un projet”, un périple qui ne se fait pas seul, tant il exige le recours malaisé mais indispensable à “l’inter” : interdisciplinaire, interprofessionnel, interinstitutionnel, interculturel ! C’est à ce prix qu’on parviendra à dépasser le clivage adolescent victime/délinquant, car “l’acte commis est délinquant mais pas l’adolescent. Délinquant, victime ne sont pas des identités mais des artifices, des constructions idéologiques qui profitent de la vacance identitaire de l’adolescence dans le monde.”

Benjamin Moignard

Maitre de conférences en sociologie à l'Université Paris Est Créteil, coordinateur de l'Observatoire universitaire de l'éducation et de la prévention et chercheur à l'Observatoire International de la Violence à l'école, Benjamin Moignard mène des recherches sur la violence à l'école, sur les politiques compensatoire et les internats d'excellence.

Bibliographie

Ecoles et Violences : les leçons brésiliennes, *in* Enfance et Psy, décembre 2009.

L'école et la rue : fabriques de délinquances, Editions puf, 2008.

Le collège comme espace de structuration des bandes d'adolescents dans les quartiers populaires : le poids de la ségrégation scolaire, *in* Revue Française de Pédagogie, n° 158, janvier-mars 2007.

Fiche de lecture

L'école et la rue : fabriques de délinquance

Editions puf, 2008

“ L'idée selon laquelle les établissements situés dans des quartiers populaires seraient d'abord victimes de leur environnement a fait florès, constate Benjamin Moignard dans son livre *L'École et la rue : fabriques de délinquance*. Pourtant, ajoute-t-il, c'est très souvent à l'intérieur même des établissements scolaires que se développent, en interaction avec des processus proprement scolaires, des conduites déviantes et des pratiques délinquantes. “

L'ouvrage de Benjamin Moignard s'appuie sur un travail de terrain mené en deux endroits : dans le quartier populaire des Pivoines, au collège des Poètes, situé dans une ville de banlieue parisienne dont l'auteur préfère ne pas révéler l'identité et appelle Iris (afin de garantir l'anonymat des adultes et des adolescents qui ont collaboré à l'enquête), et d'autre part au Brésil, dans la favela de Roca, au sein du collège Paulo Freire, à Rio de Janeiro.

Le quartier des Pivoines bénéficie de toutes les classifications et de toutes les mesures de discrimination positive en vigueur au moment de la publication de l'ouvrage : zone franche, zone urbaine sensible, Grand Plan Ville. Les Renseignements Généraux l'ont également classé parmi les quartiers sensibles touchés par le repli communautaire.

La Favela de la Roca, passée du statut de bidonville au stade de quartier à part entière, reste soumise à la double pression de l'exclusion sociale et du narcotrafic. Les niveaux et la forme de violence qui y règne demeurent beaucoup plus intenses que ceux observés en France, remarque Benjamin Moignard. Toutefois cette violence semble épargner le collège de la Roca. Enseignants, personnels encadrants, élèves, tous témoignent d'une atmosphère apaisée. L'auteur, qui a étudié le fonctionnement de l'établissement durant plusieurs mois, le confirme, “ l'ambiance générale est résolument bonne et l'agressivité entre les élèves ou entre les élèves et les professeurs est considérablement plus réduite que ce que nous avons pu constater en France “. Des statistiques de l'Unesco citées par l'auteur, abondent dans le même sens. Si 24% des élèves en France disent avoir subi des coups au collège, ce chiffre est cinq



L'école et la rue : fabriques de délinquance

Benjamin Moignard



Le Monde





fois moins élevé au Brésil. C'est un pays où, il convient de le souligner, le taux de scolarisation depuis les années 2000 a fait un bond spectaculaire qui lui permet, précise le chercheur, "de se rapprocher considérablement de grandes puissances comme la France ", même si des points noirs subsistent, notamment une sous représentation des écolières dans le primaire et un taux de scolarisation défaillant chez les plus de quatorze ans.

Autres nuances d'importance quant au climat apaisé qui prévaut dans le collège Paulo Freire : celui-ci doit beaucoup à la bienveillance des narcotrafiquants. La mainmise des groupes criminels sur la marche économique de la favela ne se résume pas au seul usage de la violence aveugle. Les gangs préservent des zones sanctuarisées, l'école en fait partie. Ensuite les niveaux d'exigence et d'enseignement proposés, en deçà des normes communément admises, pourraient avoir un lien avec l'absence de violence entre les murs de l'école brésilienne. Ses responsables semblent privilégier le travail éducatif, parfois très occupationnel, au détriment de l'acquisition des savoirs.

En banlieue parisienne, au collège des Pivoines, les témoignages et les observations du chercheur font état d'une tension permanente. Benjamin Moignard le soutient, les personnels de l'établissement la mettent très largement sur le compte d'un handicap socioculturel en vigueur à l'extérieur de l'école. Assertion dont l'équation simpliste se résumerait à cette maxime, " les enfants de pauvres ne sauraient être que de pauvres enfants (J-Y Rochex, la Scolarisation de la France). "

" C'est ainsi, ajoute Benjamin Moignard, que les quelques actions éducatives (au collège des Poètes) engagées pendant l'année visent d'abord à fixer des repères aux élèves, à combler les manques qui sont souvent renvoyés à un déficit lié à l'éducation parentale et parfois à une question culturelle, signe d'un glissement préoccupant d'un handicap socioculturel à un handicap socio-ethnique. "

L'auteur ne nie pas les difficultés des élèves dans les quartiers, mais il se refuse à les expliquer par le seul " manque ". Selon lui, " cette lecture exonère les structures et les acteurs éducatifs de toutes responsabilités dans la production des difficultés rencontrées". Or, Benjamin Moignard le note, les rotations et les départs prématurés des enseignants et des encadrants concourent considérablement à l'engendrement de la violence, ce turn-over empêchant un suivi à moyen et long terme indispensable à une stratégie de progrès dans les établissements en zone défavorisée. Autre facteur d'une responsabilité de l'école dans la production de violence, son rôle dans la constitution des bandes. La mise en relation de ses membres étant grandement favorisée par la constitution des classes d'excellence (au collège des Poètes il s'agit de classes bilingues, européennes, ou à options latin et sport notamment) et dont les éléments les plus " durs " sont naturellement écartés.

Enfin, accuser les manques et les déficits socio-culturels dans l'élaboration de la violence scolaire, "c'est affirmer la toute-puissance d'un système normatif, celui des classes moyennes, non seulement comme modèle dominant, mais aussi comme modèle unique de socialisation" regrette Benjamin Moignard.

Jean-Marie Forget

Jean-Marie Forget, psychiatre et psychanalyste, membre de l'A.L.I., l'Association lacanienne internationale, a travaillé de nombreuses années au sein du secteur adolescent de l'Association de Santé Mentale du 13^e arrondissement de Paris.

Il participe à l'animation d'un séminaire sur les adolescents à l'A.L.I. et aux travaux de l'école de psychanalyse de l'enfant de Paris.

Bibliographie

Le corps, porte parole de l'enfant et de l'adolescent, Editions érès, 2011.

L'enfant et la apprentissages malmenés (avec Marika Bergès-Bouines), Editions érès, 2010.

L'enfant agité (avec Marika Bergès-Bouines), Editions érès 2010.

Les violences des adolescents sont les symptômes de la logique du monde actuel, Editions Fabert, 2010.

Les troubles du comportement, où est l'embrouille ?, Editions érès, 2009.

L'adolescent face à ses actes et aux autres, Editions érès, 2005.

Ces ados qui nous prennent la tête, Editions Fleurus, 1999.

Fiche de lecture

La violence des adolescents sont les symptômes de la logique du monde actuel

Editions Fabert, 2010

“Ce que manifestent les adolescents, affirme Jean-Marie Forget, est toujours dérangeant pour les adultes”, et ce alors même que le fossé des générations, dont on annonçait le comblement, serait plutôt sur le point de se creuser, favorisé par l'absence ou la disparition de marqueurs initiatiques”. N'a-t-on pas vu resurgir en France, remarque l'auteur, la nostalgie du service militaire”. La précarisation grandissante du marché du travail et l'usage par la publicité et le marketing de l'adolescence, ne font que prolonger cette période d'incertitude et de dépendance des plus jeunes vis-à-vis de leurs parents.

Les enfants, au moment de l'apprentissage de la langue, dans un modèle idéal, acceptent de mettre un frein à leurs pulsions immédiates et consentent à “faire passer la satisfaction de l'adulte avant la leur”. L'irruption à l'adolescence du désir sexuel dans le réel du corps met fin à la “concorde” passée et suscite un profond bouleversement auquel l'éducation n'apporte pas toutes les réponses. L'adolescent ne peut plus compter sur les adultes, à lui maintenant d'en référer aux marques de sa propre identité inconsciente, encore jamais sollicitée à ce point. Cette période “d'hésitations” et “d'appréciations personnelles” exige “reconnaissance” et “bienveillance” des adultes quand au même moment l'adolescent doit faire face à des choix “d'orientation, de formation, de conjoints” etc.

C'est souvent l'occasion pour le sujet d'entrer en conflit avec son parent, de rejeter ses recommandations, de lui communiquer maladroitement ce qui fait limite en lui. Cette



opposition révèle son refus de se plier à l'exigence d'un tiers dont il estime qu'elle vise à l'effacer ou le réduire, et lui offre l'avantage de le soustraire au questionnement de son identité inconsciente. "Ce sont des affrontements (...) ou dans le fond il se débat avec son imagination" souligne l'auteur. Des manifestations de violences peuvent en découler, il s'agit de "paroles mises en scène" ou d'une "mise en actes" aussi appelée "acting out". Ce type de manifestation comporterait trois caractéristiques principales, une fonction de message sous forme d'apostrophe, la révélation d'un trait d'identité du sujet et la volonté paradoxale de n'en rien savoir. De manière assez inattendue, l'auteur range dans cette catégorie la musique rap, dont les chanteurs investiraient d'un transfert sauvage "enseignants, directeurs d'école, éducateurs, soignants" etc. Une manière pour ces musiciens de contourner le déficit symbolique de leur entourage.

L'ouvrage accuse également la télévision de responsabilité dans la propagation mimétique de la violence, notamment dans les cas d'agressions en réunion, filmées et diffusées sur internet. L'auteur l'affirme, si "aucune explication n'est à espérer dans le vide intérieur que révèlent les interrogatoires des jeunes", en revanche il conviendrait d'examiner l'impératif de spectacle auquel conduit les obscénités du petit écran. D'ailleurs Jean-Marie Forget ne s'arrête pas à la thèse de la simple reproduction dans la rue des horreurs télévisuelles ; il soutient également que la télé se révèle source de violence, car opposée à l'apprentissage de la langue par l'enfant, apprentissage qui coïncide avec un autre bouleversement : le moment où l'enfant, contemplant sa singularité à travers la vision de son reflet inversé dans le miroir, comprend qu'il n'est pas sa Mère, qu'il n'est pas un Autre.

Or l'image télé n'est pas inversée, un bras droit est bien à droite. Le téléspectateur, surtout jeune ou très jeune, dépourvu d'une parole adulte éclairante, a vite fait de prendre pour argent comptant ce qui s'offre sans limite à ses yeux. "L'écran devient un regard (...) qui m'impose d'être l'image directe qu'il veut que je sois et qui vient se substituer à mes repères habituels d'identification (...), mon image inversée."

L'entreprise de télévision peut ainsi assouvir son propre désir, celui d'un monde d'illusion où le "désir de chacun pourrait trouver un assouvissement assuré (...) par l'adéquation que les objets de consommation offriraient à l'attente de chacun."

